



Compte rendu de la réunion du 08/02/2013 du groupe de travail « usage de substances psycho-actives » de la COREVIH IDFN

Etaient présents :

- Mathieu Lerault, association Action Traitement
- Danièle Berès, association AIDES, membre du bureau de la COREVIH et pilote du groupe de travail « prévention et santé sexuelle »
- Vincent Labrouve, association AIDES (site seronet, responsable étude MIRE)
- Thierry Charlois, coordinateur du projet « Fétez clair »
- Rose Nguekeng, Association Ikambéré
- Jean François Bignon, médecin à Espoir Goutte d'Or (CSAPA* et CAARUD* du 18ème)
- Zélie Julia, TEC SMIT Bichat
- Annie Leprêtre, médecin infectiologue hôpital Simone Veil et Bichat, copilote groupe de travail « usage de substances psycho-actives »

Excusés : Eric Dagher, Monique Gobert

1) Cette première réunion a été quasi exclusivement consacrée à la problématique de la consommation de produits psycho-actifs par les personnes fréquentant les lieux festifs parisiens et ses conséquences sur la transmission du VIH et de l'hépatite C, notamment parmi les gays.

Constats communs :

-Depuis une bonne dizaine d'années, la consommation de cocaïne puis de psycho-stimulants de synthèse s'est banalisée chez les personnes fréquentant le milieu festif avec un changement plus récent de l'intentionnalité dans la prise de produits pour le sexe : « avant la drogue était un adjuvant pour la danse, la fête et le sexe était lié à la fête, maintenant la danse et la fête ne sont que des adjuvants », notamment, mais pas uniquement parmi les gays. Ainsi Thierry Charlois a rapporté une récente enquête menée auprès de 50 personnes fréquentant les lieux de clubbing : 55% étaient hétérosexuels, 30% homosexuels et 13% bisexuels. Durant les 3 derniers mois, 75% avaient eu plus de 3 partenaires sexuels différents, 53% avaient pris des SPA pour une relation sexuelle et 33% avaient eu au moins une relation non protégée avec un partenaire de sérologie inconnue.

Le constat est celui d'une polyconsommation de produits dont de l'alcool. Cette diversité des produits a explosé avec la vente de SPA de synthèse via internet. Le développement des rencontres sexuelles via les sites ad hoc mettent internet au cœur des modes de communication à développer pour une éducation à la réduction des risques liés à l'usage de SPA dans un contexte sexuel.

Le phénomène du Slam (injections de SPA au cours de « sessions de sexe » pouvant durer plus de 24h) est marginal mais il montre que le tabou de l'injection est tombé dans une population socialement bien insérée. Vincent Labrouve rapporte la prochaine sortie du rapport de l'étude MIRE

récemment conduite par AIDES (enquête qualitative de type « évaluation rapide de la situation » à partir d'entretiens individuels de groupes de 15 personnes à Paris et autres villes) et évoque le niveau élevé de pratiques à risques sexuelles et de pratiques d'injection, notamment l'injection par un tiers.

Besoins de formation

Les membres des associations relèvent des besoins de formation pour leurs membres, mais également en direction des médecins infectiologues, très souvent non informés et trop souvent moralisateurs. Dans cette optique, une nouvelle soirée COREVIH est évoquée, mais, outre son caractère répétitif, une soirée n'est pas adaptée aux objectifs !

Les associations réfléchissent actuellement au développement des actions de réduction des risques entreprises et aux formations à mettre en place en amont. La récente ouverture d'un CAARUD dans le centre de Paris (rue du ???) par AIDES, orienté vers le public LGBT consommateur de drogues représente à la fois une offre de prévention et d'accès aux soins et un nouveau lieu de construction d'une prévention en devenir.

Les besoins de formation des associations se situent à différents niveaux :

-nécessité d'une formation spécifique sur « sexualité et drogues et réduction des risques » : les intervenants ont reçus des formations sur les 2 thèmes, mais « le sexe sous drogue » nécessite une réflexion spécifique pour la production de messages et outils adaptés.

-besoins d'informations sur les interactions drogues/alcool/ARV et pour la promotion de la vaccination contre les hépatites A et B.

Les associations interviennent déjà auprès des personnes fréquentant le milieu festif et sont en contact avec des consommateurs de drogues et sont demandeuses d'un outil répertoriant les consultations de premier accueil adaptées et de lieux de dépistage rapide du VIH et du VHC, d'accès à la PREP et au TASP et au traitement rapide des hépatites.

2) la question du répertoire des CAARUD et des CSAPA du territoire de notre COREVIH a rapidement été évoquée et une double entrée (usagers/professionnels) adoptée. Jean –François, Eric et Annie vont avancer sur la question par échanges de mail.

Dans quelle mesure la COREVIH peut-elle apporter sa pierre à la construction d'une prévention et une réponse de soins adaptée à ces nouvelles prises de risque et ces nouvelles contaminations ?

Un travail en inter-COREVIH parisien a également été interrogé à plusieurs reprises.

Nous nous proposons d'y réfléchir chacun dans nos structures et de programmer une réunion dans 2 mois.

Rédactrices : Zélie Julia et Annie Leprêtre

*CSAPA = Centres de Soins d'Accompagnement et de Prévention en Addictologie

CAARUD = Centres d'Accueil et d'Accompagnement à la Réduction des risques pour Usagers de Drogues